

Comprendre l'économie sociale dans la diversité de l'expérience canadienne



Le Centre canadien d'économie sociale facilite la collaboration des six centres régionaux de recherche à travers le Canada (Québec, Atlantique, le Sud Ontarien, Les Prairies, Alberta/Colombie-Britannique et le Nord) et suscite des échanges à l'échelle internationale. Le programme rejoint les intervenants en économie sociale, le milieu universitaire et la société civile ainsi que les fonctionnaires et les politiciens responsables des politiques publiques. Le projet bénéficie d'une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Une publication du

Programme du Centre canadien d'économie sociale



Bien que nos cinq communautés aient de nombreux défis à relever, nous considérons qu'une approche de développement économique communautaire offre la possibilité de bâtir des communautés plus saines où, dans une certaine mesure, les gens reprennent le contrôle de leur vie quotidienne et où les besoins immédiats et humains ont préséance sur les besoins moins personnalisés des entreprises.

»

Le Programme d'économie sociale du Canada

Introduction

Les études de cas qui suivent présentent un aperçu des 1000 organisations qui sont engagées dans l'économie sociale au Canada. Ces organisations constituent des éléments importants d'une communauté, qu'elle soit urbaine ou rurale, grande ou petite.

Nous espérons que ces études sommaires susciteront votre intérêt pour en savoir davantage sur les organisations de votre communauté qui fonctionnent comme des entreprises, produisent des biens et services et réinvestissent leurs surplus dans la communauté.

Ian MacPherson et Rupert Downing
Codirecteurs
Centre canadien d'économie sociale

Le Centre canadien d'économie sociale (CCÉS)

Le CCÉS est situé à l'Université de Victoria dans les locaux du British Columbia Institute for Co-operative Studies (BCICS) et il est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Les codirecteurs du Centre sont Ian MacPherson du B.C. Institute of Co-operative Studies et Rupert Downing du Réseau canadien de développement économique communautaire. Le Centre vise l'établissement d'une collaboration entre les chercheurs et les praticiens afin de mieux comprendre et appuyer les initiatives d'économie sociale, au niveau local, provincial et national et permettre ainsi d'élargir la compréhension et l'application de ses différentes approches au Canada. Le Centre a entrepris les recherches nécessaires pour comprendre et promouvoir les valeurs de l'économie sociale au Canada et pour en faire un sujet de recherches universitaires.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter : www.socialeconomyhub.ca

Le British Columbia Institute for Co-operative Studies (BCICS)

Le BCICS est un organisme qui accueille le Centre d'économie sociale dans ses locaux. Basé à l'Université de Victoria, cette organisation travaille à faire reconnaître les études coopératives comme discipline universitaire. Le BCICS collabore avec des coopératives d'épargne et de crédit, ainsi qu'avec d'autres coopératives, des établissements post-secondaires, des gouvernements, des communautés et des individus intéressés par la mise sur pied de coopératives, en Colombie-Britannique et ailleurs dans le monde. Aujourd'hui dirigé par Dr Ian MacPherson, le BCICS a été fondé en 2000 et, la même année, il était reconnu comme centre de recherche de l'Université de Victoria.

Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC)

Le RCDÉC est un organisme démocratique populaire. Le RCDÉC est constitué de membres qui proviennent d'organismes de développement économique communautaire (DÉC) et de praticiens et praticiennes de toutes les régions au pays. Rupert Downing est directeur général du RCDÉC.

« Core Neighborhood Youth Co-op est un organisme qui fait en sorte de maintenir les jeunes en dehors du système de justice sociale. Les participants apprennent le fonctionnement d'une coopérative en travaillant sur des projets de groupes environnementaux et profitent directement des revenus générés par ceux-ci.

Source : Juliano Tupone - Community-University Institute for Social Research, U de Saskatchewan



Qu'est-ce que l'économie sociale?

Afin de mettre en contexte l'étude de l'économie sociale, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada définit l'économie sociale comme suit :

« Au cours des dernières années, tant en Amérique du Nord qu'en Europe, on assiste à un intérêt croissant pour ce qu'il est convenu d'appeler l'« économie sociale » et que d'aucuns désignent sous les termes « développement économique communautaire ». L'économie sociale fait référence aux entreprises et aux organisations qui, tout en utilisant les ressources techniques et certaines méthodes des entreprises, adoptent un fonctionnement à but non lucratif pour fournir des soins de santé, des services économiques, culturels et sociaux aux communautés dans le besoin. L'économie sociale est caractérisée par des entreprises coopératives dont les principes reposent sur la solidarité communautaire et qui répondent aux nouveaux besoins en matière de services sociaux et de santé, habituellement dans une communauté ou dans une région.

Les entreprises d'économie sociale empruntent des formes particulières d'organisation et de gouvernance, telles que des coopératives de travailleurs et des organisations à but non lucratif. Ces organisations produisent des biens et services destinés au public. Les services de garde, le recyclage, le tourisme, la culture, les produits destinés au marché font partie de ces biens et services, ainsi que certains établissements financiers comme les coopératives d'épargne et de crédit et le secteur financier de l'économie sociale en évolution. Les

entreprises d'économie sociale offrent des emplois et des biens et services à un coût abordable aux individus et aux communautés dans le besoin. De plus, elles réinvestissent leurs profits dans les organisations, permettent aux individus d'avoir la possibilité de développer leurs aptitudes et elles les aident ainsi à trouver un emploi.

De façon plus générale, l'économie sociale fournit des biens et services à une partie plus large de la communauté par son engagement en matière de développement durable. Le nombre de plus en plus grand d'entreprises d'économie sociale engagées dans la production équitable et socialement responsable en témoigne. »

Plusieurs définitions de l'économie sociale sont utilisées par les praticiens et par ceux qui s'intéressent à cette question. Le Conseil pancanadien des politiques du Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEEC) utilise la définition qui suit :

« L'économie sociale repose sur des initiatives économiques participatives dont les valeurs privilégient :

- Le service aux membres d'une communauté plutôt que les profits;
- La gestion autonome (non contrôlée par le marché ou le gouvernement);
- La prise de décision démocratique;
- La primauté des personnes et du travail sur le capital;
- Les principes de participation et d'autonomisation.

L'économie sociale comprend les actifs sociaux (logement, services de garde, etc.), les entreprises sociales, y compris les coopératives, les coopératives d'épargne et de crédit, les avoirs et les dettes liés aux investissements communautaires, les

entreprises à caractère social, le développement de la formation professionnelle communautaire, la planification socio-économique intégrée, le développement des capacités et de l'autonomisation de la communauté. L'économie sociale est un continuum qui va des organisations entièrement bénévoles aux

entreprises sociales dont l'activité économique est à la limite du secteur privé. »

La Diversification de l'économie de l'Ouest Canada définit ainsi l'économie sociale :

« Distincte des secteurs privé et gouvernemental, l'économie sociale inclut les coopératives, les coopératives d'épargne et de crédit, les organisations à but non lucratif, le secteur bénévole et les entreprises d'économie sociale. Ces dernières font partie de l'économie sociale; elles produisent des biens et services pour l'économie de marché et gèrent leurs activités en réinvestissant leurs surplus dans la poursuite de leurs objectifs environnementaux et sociaux. »

Les entreprises d'économie sociale offrent des possibilités d'emploi, de même que des biens et services à coût abordable aux individus et aux communautés dans le besoin.



Santropol s'efforce avant tout de créer un lieu dynamique où des gens de tous âges peuvent apprendre et évoluer, un environnement où développer des relations humaines significatives et jouer un rôle actif dans le développement de leur communauté. »

Marc Nisbet – Directeur du service de popote roulante, Santropol Roulant

4

Le Programme d'économie sociale du Canada

Examiner l'économie sociale

Au Canada, l'économie sociale intervient sur des priorités en matière de politiques publiques :

- Perfectionnement des autochtones
- Développement rural
- Criminalité et sécurité publique
- Revitalisation du centre-ville
- Intégration des immigrants
- Garde d'enfants
- Réduction de la pauvreté
- Agriculture et sécurité alimentaire
- Logement abordable

Les études de cas suivantes présentent des exemples d'économie sociale sur le terrain.

Santropol Roulant – Montréal, Québec

Santropol Roulant une organisation montréalaise à but non lucratif fondée en 1995 par un groupe de jeunes à la recherche d'emploi pertinent et d'expérience de travail constructive. L'organisme rassemble des personnes, toutes générations et cultures confondues, autour d'un service de popote roulante, d'activités intergénérationnelles et de divers programmes de bénévoles qui permettent à divers groupes d'interagir, de se soutenir mutuellement et de répondre à leurs préoccupations et à leurs besoins communs. Le Santropol Roulant a remarqué l'isolement social des jeunes et des personnes âgées de Montréal, a fait le lien entre ce problème propre aux deux générations et a décidé d'agir. Les volontaires sont âgés de 4 à 101 ans et le groupe d'âge des bénéficiaires des repas est tout aussi large. Selon Marc Nesbitt de Santropol Roulant : « Nous faisons partie d'un réseau qui n'est pas seulement un modèle de soins à domicile mais qui s'étend à toute la communauté... nous nous efforçons d'ériger tout un réseau communautaire autour de nos clients et de nos bénévoles. » L'organisation a formé plus de 1600 bénévoles, embauché 175 jeunes et livre 90 repas par jour, 5 jours par semaine, 52 semaines par année et a lancé 200 activités et programmes intergénérationnels. (Source: RCDEC Profils de jeunes oeuvrant en DEC, 2006)



« ...un réseau qui n'est pas seulement un modèle de soins à domicile mais qui s'étend à toute la communauté... »

Le Cooperative Employee Partnership Program – Nouvelle-Écosse

De concert avec des partenaires des secteurs public et privé, le Cooperative Employee Partnership Program (CEPP) travaille avec la clientèle de la communauté pour favoriser leur participation au volet de l'emploi par leur adhésion à différentes initiatives de coopération, en Nouvelle-Écosse. Après qu'un processus de sélection ait déterminé leur admissibilité à une initiative de coopération dans un secteur particulier, le Department of Community Services investit 20 000 \$ en capital actions au nom du client, lequel remplace le soutien traditionnel sous forme de subvention salariale. Les clients sont tenus de rembourser l'investissement en capital actions au fil du temps. Lorsque le capital est remboursé, il est versé dans un fond d'investissement coopératif qui sera utilisé pour aider d'autres groupes de clients de l'aide sociale à intégrer le marché de travail. Une initiative régionale importante, créée selon le modèle initié par le CEPP, a mis sur pied une chaîne d'animaleries. On y offre des services, fabrique des accessoires, embauche plus de 100 personnes qui sont à la fois travailleurs et propriétaires, et qui pour la plupart, étaient bénéficiaires de l'aide sociale. Des patients ayant des troubles de santé mentale et qui sont considérés comme handicapés auront aussi la possibilité de travailler dans le cadre de cette initiative. Ce programme a été créé en 1997 en réponse à la crise sociale qui sévissait dans la région. (Source : site Web de Centre for Community Enterprise)

« Les gouvernements et les milieux des affaires qui ne font pas partie des Premières Nations ont tout intérêt à coopérer avec nous pour faire en sorte que notre population croissante devienne un segment important de la force de travail de la Saskatchewan.

Chef Harry Cook – Chef de Bande du Lac La Ronge



Kitsaki Management Limited Partnership – La Ronge, Saskatchewan

La Kitsaki Development Corporation a été créée en 1981, par le Conseil de Bande du Lac La Ronge afin de développer des entreprises commerciales à risque et fournir des possibilités d'emploi aux gens des Premières Nations du Nord. Parce qu'il considérait que le financement du gouvernement fédéral ne servait pas à consolider leurs besoins sociaux et leur économie, le Conseil de Bande cherchait des moyens de s'en distancier. Dès que la corporation s'est constituée en entité commerciale, elle a pu emprunter à des collatéraux, à l'extérieur de la réserve, comme toute entreprise commerciale à risque. Des analyses systématiques de tous les secteurs de l'économie du Nord ont fait en sorte que Kitsaki cible des possibilités d'affaires et des partenaires d'actions concertées pour les aider à aller de l'avant. Vingt-cinq ans plus tard, Kitsaki est devenue l'un des meilleurs exemples de développement économique communautaire en Saskatchewan. La Bande des Premières Nations comprend 8000 personnes, qui vivent dans six communautés différentes et qui sont propriétaires ou copropriétaires de 30 sociétés et entreprises, y compris un hôtel, un service de traiteur desservant l'industrie minière et forestière du Nord, une entreprise de camionnage et des entreprises de production de riz sauvage et de charque. Les ventes totales brutes pour l'année qui se termine en mars 2006 ont dépassé 70 millions de dollars. La Bande dirige des écoles où la Corporation de Kitsaki offre des possibilités de formation et d'emploi à ses membres qui désirent rester dans leur communauté. (Source : site Web de Kitsaki Management Limited Partnership)



La Lutherwood Community Opportunity Development Association (CODA) – Waterloo, Ontario

Lutherwood CODA est située dans la région de Waterloo. Elle intervient dans divers types de programmes de développement économique communautaire qui vont de l'hébergement des personnes âgées aux programmes de lecture pour enfants, de divers fonds d'emprunt spécialisés jusqu'à l'orientation dans le domaine des carrières commerciales, d'un réseau intégré de services d'emploi à la mise sur pied de nouvelles entreprises spécialisées en contexte de formation. L'organisme a récemment consacré beaucoup d'efforts au programme intitulé Opportunités 2000 (OP 2000), ce qui lui a valu un prix des Nations Unies. Le projet reposait sur une récente initiative à but non lucratif, issue d'un partenariat public-privé, qui a aidé plus de 1000 bénéficiaires d'aide sociale à trouver des emplois ou à mettre sur pied des entreprises viables et 1000 autres à accéder à des programmes d'éducation et de formation. De plus, pour réussir à sortir les gens de l'aide sociale et de la pauvreté, OP 2000 a créé un réseau continu de plusieurs douzaines d'organisations communautaires compétentes qui sont mobilisées et travaillent sur divers types de problèmes de pauvreté dans la région de Waterloo. Au cours des 13 dernières années, Lutherwood CODA a aidé 6000 personnes à trouver de nouveaux emplois, 1100 entrepreneurs à démarrer leur propre entreprise et 2500 personnes à suivre un programme de formation professionnelle et d'éducation permanente. Lutherwood CODA a développé une communauté pour éradiquer la pauvreté.

(Source : Caledon Institute of Social Policy)

Lutherwood CODA a développé une communauté pour éradiquer la pauvreté.

LifeCycles and Common Ground – Victoria, Colombie-Britannique

LifeCycles élabore et gère des projets de jardins communautaires dont les produits servent aux soupes populaires locales de Victoria. Ces projets se développent parallèlement à des échanges jeunesse avec des organisations partenaires de Santiago, au Chili. LifeCycles fournit de plus une solution logique et encourageante aux problèmes de santé et de bien-être de gens pour qui les produits frais et les régimes santé sont inabordables. Bien qu'on perçoive habituellement la région de Victoria comme prospère, elle ne présente pas moins un taux élevé de sans-abri, de pauvreté urbaine et un centre-ville dont la jeunesse est à risques. Pour ce groupe, les jardins communautaires sont un moyen de rassembler les gens et de leur apprendre d'où proviennent leurs aliments. En 2005, le groupe démarre un nouveau programme, Business is Growing, qui visait à développer l'appui aux jeunes fermiers et entrepreneurs en leur fournissant un accès aux ressources, notamment au capital, aux outils de production, aux équipements, au partage de la promotion et du travail, ainsi qu'à des possibilités de marketing. Actuellement, on assiste à la fusion entre LifeCycles et Common Ground, une organisation qui offre un service de mentorat aux jeunes, favorise la production d'aliments naturels et sécuritaires en milieu urbain et rural, l'autonomisation des jeunes, le développement d'un esprit d'entrepreneuriat communautaire, d'une ville écologique et du réseautage dans la région de Victoria. En plus de leurs liens aux niveaux national et international, leurs principaux programmes s'articulent autour du développement économique communautaire écologique, de l'organisation et du profil des communautés, de la sécurité alimentaire régionale et du réseautage. (Source : RCDÉC Profils de jeunes oeuvrant en DÉC, 2006)



North End Community Renewal Corporation (NECRC) est sans doute le meilleur exemple d'application de ce que nous avons appris dans le domaine de DÉC au cours des 25 dernières années au Canada et le meilleur modèle d'engagement des gens d'un quartier dans la revitalisation de leur communauté. »

La North End Community Renewal Corporation – Winnipeg, Manitoba

La North End Community Renewal Corporation (NECRC) est issue de rencontres de dirigeants d'associations et de groupes communautaires qui ont formé un groupe de travail sur l'incidence croissante de la pauvreté, des incendies criminels, de la prostitution et de la criminalité dans ce secteur détérioré du nord de Winnipeg. Son mandat est de promouvoir la revitalisation des aspects économiques, sociaux et culturels du nord de Winnipeg. Constituée en corporation depuis 1998, la NECRC a défini quatre priorités d'intervention : la mise sur pied d'entreprises qui appartiennent à des propriétaires locaux, l'amélioration du logement, un environnement propre et sécuritaire, de même que la création de possibilités d'emploi et de loisir. La NECRC a par la suite réuni des employeurs et des organismes de formation afin de discuter des possibilités de développer des perspectives pour les résidents du nord de la ville, créer un plan de rénovation majeur des propriétés abandonnées, élaborer des programmes d'accès à des logements abordables pour les citoyens, créer plusieurs associations communautaires pour mettre l'accent sur les questions de sécurité et sur la richesse culturelle du quartier et mettre sur pied un programme d'alphabétisation en partenariat avec une école. La NECRC a largement bénéficié du parrainage et du réseautage diligent des agences existantes, de l'application du soutien technique du Programme d'assistance technique au développement économique communautaire (PATDEC) de l'Université Carlton et de l'appui de Mike Lewis du Centre for Community Enterprise. (Source : site Web du North End Community Renewal Corporation)

Harrop-Procter Community Forest – Kootenay, Colombie-Britannique



Harrop-Procter Community Forest était à l'origine un projet pilote quinquennal qui répondait à l'appel d'offres relatif aux projets pilotes sur la gestion des ressources forestières par la collectivité, lancé en 1997 par le ministère des Forêts de la C.-B. Conjointement avec la Silva Forest Foundation, le projet repose sur un plan de mise en valeur de l'écosystème couvrant la totalité du bassin hydrologique de 11 000 hectares qui se déverse dans le corridor Harrop-Procter. En 1999, la Harrop-Procter Community Co-operative s'est constituée en société pour avoir accès à des stratégies de valeur ajoutée et développer l'emploi local. La coopérative est divisée en deux filiales : l'une s'occupe de la coupe, du broyage et de la mise en marché des bûches certifiées écologiques et l'autre, de la culture et de la mise en marché de plantes

organiques sylvicoles. En août 2006, le gouvernement de la C.-B. octroie un permis d'exploitation forestière de 25 ans à la coopérative, en raison de son succès. Cette entente donne aux gouvernements locaux et aux groupes communautaires la possibilité de participer plus entièrement à l'intendance des ressources forestières locales. Le succès du projet repose en grande partie sur la participation de bénévoles dont la contribution est évaluée à 200 heures par mois. (Source : site Web de Harrop-Procter Community Forest)

La Quint Development Corporation – Saskatoon, Saskatchewan

Quint a été mise sur pied en 1995 dans cinq des quartiers les plus pauvres de Saskatoon pour répondre convenablement aux besoins de logements pour les personnes à faible revenu et pour aborder le problème des habitations non entretenues en raison de l'absence de leur propriétaire. Le programme Neighborhood Home Ownership (NHOP) permet aux familles à faible revenu d'avoir accès à des logements stables et à prix abordables dans des coopératives d'habitation, au cœur de ces cinq quartiers.

Actuellement et au cours des mois à venir, Quint travaillera conjointement avec les membres d'une coopérative d'habitation sur divers projets, dont l'installation d'un système d'efficacité énergétique abordable. Pleasant Hill Place représente une solution de rechange sécuritaire et saine pour les mères aux études et leur famille. Elle s'inspire des programmes d'habitation coopérative et accueille cinq parents qui poursuivent leurs études secondaires, ainsi que leurs jeunes enfants. Quint gère aussi une résidence transitoire (Young Men's Home – Youth Lodge) et deux immeubles d'habitation à coût abordable destinés à des jeunes hommes sans-abri de 16 à 22 ans; on y trouve des aires communes, des possibilités d'établir de liens étroits avec la collectivité, des jardins communs, l'accès aux ordinateurs et un service de garde sur place. (Source : site Web de Quint Development Corporation)

Au cours des six dernières années, ce programme a aidé plus de 100 familles à faible revenu à réaliser leur rêve de devenir propriétaires de leur demeure.

« Le Cooperative Employee Partnership Program (CEPP) est un exemple dont les résultats en matière de développement durable et d'intégration d'objectifs économiques et sociaux sont concluants. C'est aussi un exemple de ce qui est susceptible de se produire quand les gens sont portés par une vision et un but communs et soutenus par une aide dont les assises reposent sur des systèmes intégrés et valables. »



Core Neighborhood Youth Co-op – Saskatoon, Saskatchewan

CNYC a été mise sur pied en 1996 par un groupe de Riversdale afin de créer une organisation communautaire qui intervient dans diverses questions : autosuffisance, principes coopératifs et environnementalisme. La plupart des membres ont entre 15 et 18 ans et plusieurs d'entre eux proviennent des Premières Nations. Des jeunes de 5 à 18 ans peuvent participer aux programmes et aux activités de la CNYC. Le programme vise l'insertion des jeunes à risque dans un milieu scolaire ou de travail en leur fournissant non seulement des ressources techniques mais aussi les ressources sociales nécessaires pour qu'ils soient prêts et réussissent dans leur travail. Les jeunes du quartier sont embauchés et s'engagent dans leur propre coopérative de travail où ils acquièrent des habiletés et une expérience valable, apportent une contribution à leur communauté et gagnent un revenu. Les programmes permettent de développer des habiletés techniques, des capacités de travail en équipe, des capacités de prendre des décisions d'un point de vue général et communautaire et une sensibilisation au monde communautaire. Des aides enseignants sont disponibles pour travailler en particulier avec les étudiants désireux de terminer leur cours secondaire; enfin, un programme de reconnaissance de crédits d'étude a été initié pour souligner les efforts des étudiants qui font un travail de nature intellectuelle, en leur attribuant des



Great Northern Peninsula Development Corporation – Plum Point, Nouvelle-Écosse

Constituée en entreprise communautaire en 1987, la Great Northern Peninsula Development Corporation (GNPDC) fournit des services de soutien technique dans le cadre du développement économique communautaire et des initiatives d'expansion commerciale.

Grâce à la GNPDC, des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des gens de minorités autochtones et des familles de nouveaux immigrants se trouvent des emplois...

Les activités de la Corporation portent aussi sur la recherche et développement, des projets pilotes d'expérimentation de partenariat conjoint dans des entreprises à risque avec des entrepreneurs locaux et d'autres groupes. Les activités du secteur opérationnel incluent la transformation du poisson, l'aquaculture, la production du bois-d'œuvre et l'artisanat. La GNPDC est située en milieu rural et travaille surtout avec les organismes de développement économique communautaire et les petites entreprises engagées dans l'établissement de possibilités de développement communautaire dans les secteurs de l'artisanat, de la culture, de l'entrepreneuriat, des forêts et des

pêches. Grâce à la GNPDC, des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des gens de minorités autochtones, des familles de nouveaux immigrants, de même que des communautés aux prises avec le chômage saisonnier et l'absence de diversification de leur économie se trouvent des emplois. (Source : site Web de Community Economic Development Technical Assistance Program (CEDTAP))

La HRDA Enterprises Ltd. – Halifax, Nouvelle-Écosse

Mise sur pied en 1978, la HRDA est une filiale de la Human Resources Development Association de Halifax en plus d'être une association à but non lucratif qui fournit de l'emploi aux personnes défavorisées depuis plus de 25 ans. En partenariat avec la HRDA, HRDA Enterprises d'Halifax, travaille à mettre sur pied des entreprises rentables et à former des bénéficiaires de l'aide sociale pour qu'ils travaillent dans ces entreprises avec un revenu plus élevé que leurs prestations de bien-être social. L'entreprise gère la Stone Hearth Bakery, le Cunard Centre (qui favorise le perfectionnement scolaire) et Options Work Activity. Grâce à l'aide du gouvernement provincial, un contrat de cinq ans pour la cueillette des matières recyclables dans la municipalité régionale d'Halifax a été accordé à HRDA Enterprises. Cette initiative assure des emplois à 27 personnes. (Source : site Web de Nova Scotia Economic Development)

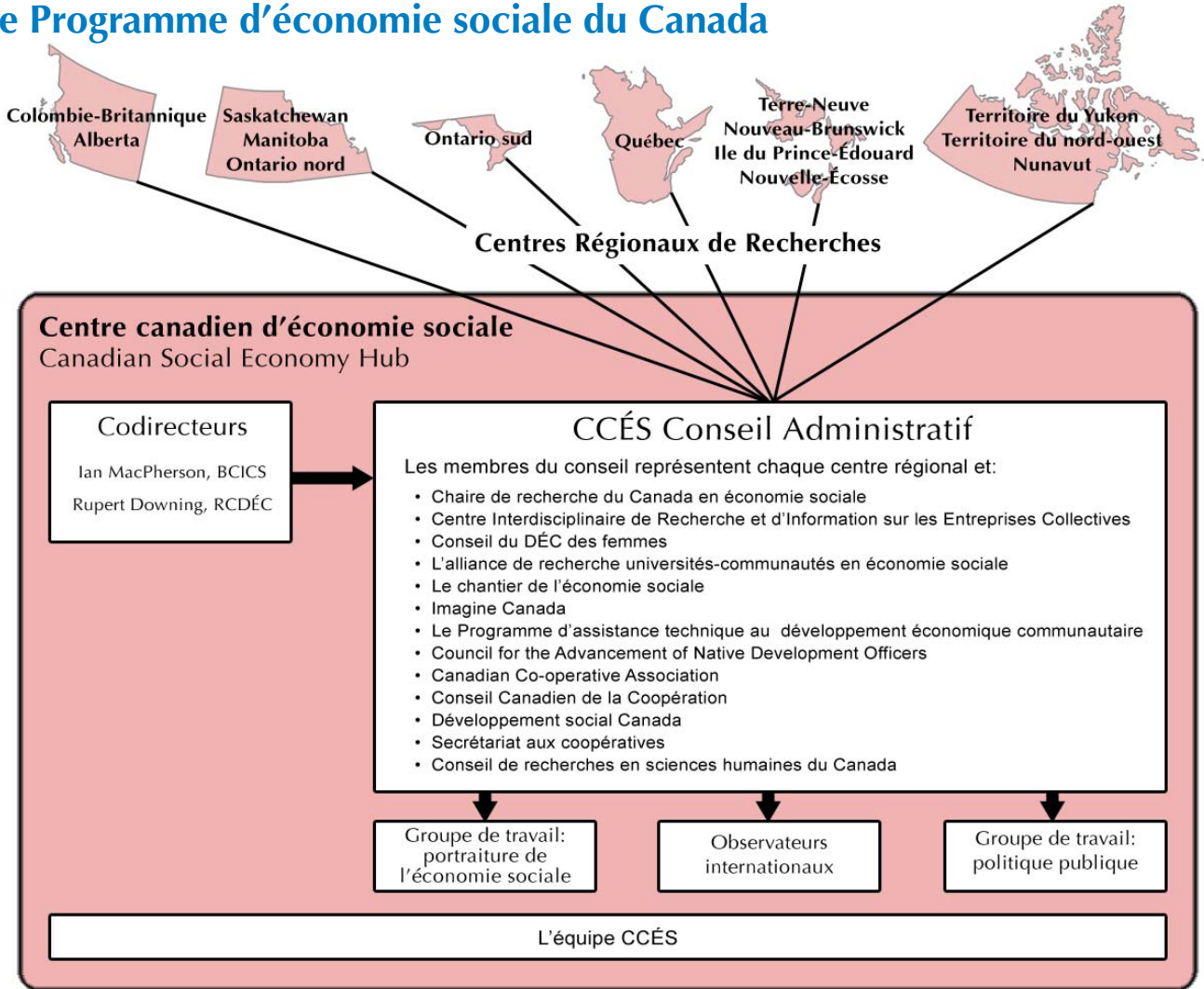


Le concept d'innovation sociale est de plus en plus associé avec celui de l'entreprise sociale et de l'économie sociale. L'innovation sociale désigne toute nouvelle approche, pratique ou activité, ou tout nouveau produit qui vise à améliorer une situation ou à résoudre un problème social et qui bénéficie du soutien des institutions, des organisations et des communautés.

Professeurs Lévesque et Mendell, citant Marie Bouchard, Chaire de recherche du Canada en économie sociale



Le Programme d'économie sociale du Canada



Vous avez des questions? N'hésitez pas à communiquer avec nous

Canadian Social Economy Hub / Centre canadien d'économie sociale

Annie McKittrick, Project Officer/Coordinatrice
 Téléphone: (250) 472-4976
 Téléc. : (250) 472-4541
 Courriel: secoord@uvic.ca
 Site Web : www.centreconomiesociale.ca
www.socialeconomyhub.ca

Par la post:
 Centre canadien d'économie sociale
 C/O British Columbia Institute for Co-operative Studies
 University of Victoria, University House 2, Room 109
 PO Box 3060 STN CSC
 Victoria BC V8W 3R4

